

UNE SEMAINE APRÈS L'ATTENTAT DE SOUSSE

La Tunisie vit, désormais, sous le régime de l'état d'urgence

La Tunisie est placée, depuis samedi, sous l'état d'urgence. Cet état d'exception a été décrété par le président de la République, Béji Caïd Essebsi, une semaine après l'attentat terroriste de Sousse qui avait fait 38 morts et 38 blessés parmi les touristes, britanniques notamment.

De Tunis, Kamel M'Rabet

Ce qui n'était qu'une simple idée au lendemain de cet attentat s'est, aujourd'hui, concrétisé sur le terrain sachant que le pays ne peut plus supporter les menaces terroristes ou la paralysie du secteur économique et social. En effet, la question avait été évoquée, récemment, par le chef du gouvernement lors d'une rencontre avec les chefs des partis politiques. On rappelle que c'est la troisième fois que l'état d'urgence est décrété depuis l'indépendance du pays.

En janvier 1978, il a été décrété, durant deux mois, suite à la grève générale qui a été observée par la centrale syndicale et qui a dégénéré en émeutes. Le deuxième — le plus long dans la durée — a été décrété de février 2011 au lendemain de la «révolution» et s'est poursuivi jusqu'à mars 2014. En pratique, comment sera vécu cet état d'urgence ?

Selon la loi, il est possible de recourir à la restriction des libertés fondamentales comme celles de la libre circulation des personnes et des véhicules ou la liberté d'expression et

de presse. En d'autres termes, ce serait une violation de la Constitution.

En relation avec l'attentat de Sousse, la campagne d'arrestations qui l'a suivi n'est pas encore terminée que des unités de l'armée et de la Garde nationale ont procédé, vendredi, à un bombardement à l'arme lourde, de Jebel Ouergha, dans la délégation (daïra) de Sakiet Sidi Youssef, à la frontière est de l'Algérie.

Selon un quotidien de Tunis citant des sources sécuritaires, ce bombardement a été effectué à la suite d'informations faisant état du recours de groupes terroristes à prendre refuge dans cette montagne. En parallèle, les unités de l'armée et de la Garde nationale ont procédé au ratissage de la zone dans l'espoir de découvrir les caches terroristes situées dans cette montagne.

Selon le journal, de sérieuses menaces d'assassinats ont été lancées par les terroristes contre des éléments d'unités de l'armée et de la Garde nationale.

Ces groupes seraient constitués d'éléments dénoncés par les suspects arrêtés durant la semaine dernière après l'attentat de Sousse. En effet, huit individus dont une femme ont été arrêtés.

L'information fournie, jeudi, par un membre du gouvernement et ignorée par le porte-parole du tribunal de première instance de Tunis a été confirmée par le chef du gouvernement Habib Essid.

Ce dernier a saisi cette occasion pour justifier l'incohérence qui frappe le secteur de la communication et le manque de synchronisation qui frappe les déclarations des porte-parole des divers départements. Cet attentat avait fait, rappelle-t-on, 39 tués et autant de blessés parmi les touristes, à majorité britannique.

Parmi les mesures et décisions prises par le gouvernement à la suite de l'attentat de Sousse, la zone de Jebel Ouergha a été classée zone militaire fermée.

Par ailleurs, toutes les mosquées «hors-la-loi» devraient être fermées au plus tard, le dimanche 5 juillet.

Il s'agit, rappelle le ministère des Affaires religieuses, de l'exécution d'une mesure prise, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, par le



Béji Caïd Essebsi.

gouvernement au lendemain de l'attentat de Sousse pour fermer 80 mosquées.

Ces lieux de culte avaient été construits, pour la plupart après la «révolution» de janvier 2011 et échappent au contrôle de l'Etat.

L'opération de fermeture a été confiée au ministère de l'Intérieur.

Coopération internationale, la Tunisie bénéficierait, bientôt, d'un

nouveau soutien dans sa lutte contre le terrorisme de la part de la France et de la Grande-Bretagne, ont décidé les ministres de l'Intérieur des deux pays qui ont effectué, récemment, une visite conjointe en Tunisie.

Selon les deux ministres, leurs pays entendent prendre une part active dans la protection des touristes français et britanniques en Tunisie.

K. M.

ÉGYPTÉ

Visite surprise du Président Sissi dans le nord du Sinaï

Le Président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, en uniforme militaire, s'est rendu samedi dans le nord du Sinaï, un déplacement qui intervient quelques jours après des attentats particulièrement meurtriers contre l'armée dans ce bastion des terroristes du groupe Etat islamique (Daesh).

Les militaires égyptiens mènent depuis deux ans des opérations à grande échelle dans le nord du Sinaï pour enrayer les attaques terroristes visant les forces de l'ordre, qui se sont multipliées depuis que M. Sissi, alors chef de l'armée, a destitué le président islamiste Mohamed Morsi en juillet 2013. «Le président Abdel Fattah al-Sissi inspecte les troupes des forces armées et de la police dans le nord du Sinaï», a indiqué la présidence dans un communiqué, précisant qu'il avait notamment visité

l'un des points de contrôle de l'armée dans la région. La télévision d'Etat a montré des images du chef de l'Etat en uniforme militaire, inspectant des dizaines d'armes prises aux djihadistes. Ce déplacement, qui n'avait pas été annoncé, a lieu alors que des combattants de la branche de l'Ei en Egypte ont lancé mercredi une série d'attaques contre des points de contrôle de l'armée dans le nord du Sinaï. Des affrontements sans précédent ont ensuite opposé terroristes et soldats dans la localité de Cheïkh

Zouweïd, tandis que des avions de combat F-16 de l'armée bombardaient des positions du groupe extrémiste. L'armée a fait état de 17 soldats et 100 islamistes tués dans ces violences. Mais des responsables avaient auparavant annoncé la mort de 70 soldats et civils.

«Jusqu'à maintenant, nous continuons de trouver les corps des terroristes de la dernière attaque», a affirmé M. Sissi lors de cette visite, dans des propos rapportés par un communiqué du porte-parole de l'armée.

«Je suis venu saluer les héros des forces armées et leur exprimer ma reconnaissance», a-t-il ajouté.

Des affrontements sporadiques ont encore lieu entre les terroristes et l'armée. Dans la nuit de vendredi à samedi, trois civils, dont deux enfants, ont ainsi été tués dans la

chute d'un obus sur leur maison à Cheïkh Zouweïd lors de tels combats. Et samedi, un garçon de 5 ans a été tué dans l'explosion d'une bombe dissimulée en bord de route et visant des véhicules de l'armée et de la police à Rafah, à la frontière avec la bande de Gaza palestinienne, selon des responsables. Trois autres enfants et une femme ont été blessés dans l'explosion.

Les terroristes disent agir en représailles à la sanglante répression qui s'est abattue sur les partisans de M. Morsi. La plupart des attentats meurtriers de ces derniers mois ont été revendiqués par la «Province du Sinaï», branche de Daesh en Egypte.

Se faisant autrefois appeler Ansar Beit al-Maqdess, ce groupe a changé de nom pour bien marquer son allégeance à l'Ei.

GRÈCE

Un référendum très attendu

Le référendum de dimanche en Grèce, le premier depuis 40 ans, s'annonce exceptionnel dans l'histoire du pays : le dernier, en 1974, avait mis fin à la monarchie et restauré la République.

Au total, sept référendums ont été organisés au 20^e siècle en Grèce, entre 1920 et 1974, tous portant «sur le dilemme monarchie ou république», dans des périodes agitées, rappelle le politologue Ilias Nikolakopoulos.

«C'est la première fois qu'on a un référendum qui concerne une question de caractère politique international et national» et cela revêt «une importance exceptionnelle», remarque-t-il. Un autre projet de référendum sur une proposition des créanciers du pays (UE, BCE, FMI), concernant la dette grecque, avait fait long feu en 2011, entraînant la chute du Premier ministre socialiste Georges Papandréou.

C'est cette fois un énième échec d'une réunion des ministres des Finances de la zone euro, la semaine dernière, qui a déclenché l'annonce de la consultation par le Premier ministre de gauche radicale Alexis Tsipras, dans la nuit de vendredi à samedi. Les électeurs devront répondre à la ques-

tion : «Est-ce que la proposition soumise par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international lors de l'Eurogroupe du 25 juin doit être acceptée ?»

Les enjeux liés à la question «monarchie ou république» étaient clairs, remarque Lina Louvi, professeur associé d'histoire contemporaine à l'Université de Pantion d'Athènes.

Mais aujourd'hui, la question «semble plus compliquée, avec ses connotations économiques et politiques», ajoute-t-elle. D'autant que les enjeux du scrutin sont présentés de manière radicalement différentes par les deux camps.

Pour les partisans du non, comme M. Tsipras, il faut que les Grecs soient le plus nombreux possible à repousser la proposition des créanciers, pour espérer en avoir une meilleure par la suite.

Les partisans du oui, emmenés par les partis d'opposition Nouvelle-Démocratie (conservateur), Pasok (socialiste) et Potami (centre gauche) annoncent au contraire un véritable cataclysme en cas de vote non, à commencer par une sortie de l'euro et son cortège de conséquences incalculables.

Pour M. Nikolakopoulos, «le côté positif» de ce référendum, «c'est qu'on fait appel au peuple». «Le côté négatif, c'est la division de la société qu'implique un choix entre oui et non».

Le dernier référendum grec en 1974 a suivi la chute de la dictature des colonels (1967-1974) et a donné une majorité de 70% en faveur de la restauration de la république.

Ceux de 1968 et 1973, organisés par les colonels, «ne visaient qu'à justifier "la légitimité" de la dictature», selon Ilias Nikolakopoulos, qui place aussi parmi ces référendums «truqués» celui de 1935, restaurant la monarchie.

Le référendum de 1946 avait marqué le retour du roi Georges II, soutenu à l'époque par les alliés et surtout par le Royaume-Uni. Mais il avait divisé le peuple et marqué le début d'une guerre civile de trois ans entre forces gouvernementales et communistes.

Le premier référendum de 1920 a eu lieu également dans une période tourmentée, en restaurant la monarchie, tandis que celui de 1924 s'est déroulé sur fond de guerre gréco-turque.

Le référendum de dimanche risque d'avoir des conséquences politiques de court terme. Le ministre des Finances Yanis Varoufakis a déjà indiqué qu'il démissionnerait si le oui l'emportait.

M. Tsipras est resté plus évasif, se limitant à dire qu'il agirait en cas de défaite selon les principes de la Constitution, ce qui n'implique pas nécessairement son départ.

LIBYE

Cinq morts dans un attentat-suicide à Derna

Au moins cinq personnes ont été tuées et quinze blessées dans un attentat-suicide à la voiture piégée vendredi à Derna, une ville de l'est de la Libye, a annoncé l'agence de presse libyenne Lana.

«Un attentat-suicide commis avec une voiture piégée contre un rassemblement d'habitants à Shiha (partie sud de Derna, ndlr) a tué au moins cinq citoyens», a déclaré l'agence, proche du gouvernement reconnu par la communauté internationale.

«Quinze personnes ont aussi été blessées, parmi lesquelles des femmes et des enfants», a ajouté l'agence, qui citait des sources locales et médicales à Derna.

Cet attentat survient après des affrontements armés entre des miliciens qui contrôlent Derna et des combattants du groupe Etat islamique (Daesh), qui contrôle de vastes territoires en Irak et en Syrie.

La Libye est plongée dans le chaos depuis que Mouammar Kadhafi a été renversé et tué en 2011 à la suite d'une révolte populaire et d'une intervention militaire occidentale.

Le pays a actuellement deux gouvernements et deux parlements rivaux, et de puissantes milices s'affrontent pour le contrôle de territoires et de richesses pétrolières.